



ISSN 1841-8333
ISSN en ligne 2261-3463

Rôle et outils de médiation de l'Union européenne dans les pourparlers Kosovo-Serbie

Ramona A. Neagoș

Faculté d'études européennes, Université Babeș-Bolyai, Roumanie

ramona.rosu@ubbcluj.ro

<https://orcid.org/0000-0003-2437-8721>



Reçu le 28-10-2023 / Évalué le 15-11-2023 / Accepté le 09-12-2023

Résumé

En examinant les expériences de praticiens et d'universitaires dans l'approche et la compréhension de la médiation basée sur l'identité, cet article explore l'exemple de la mission de médiation de l'UE dans le Dialogue entre la Serbie et le Kosovo, un cas typique d'un conflit insoluble, pour mieux comprendre les conceptualisations du succès des missions de médiation identitaire. L'article aborde également l'importance critique de questions concernant l'identité du médiateur international et la complexité qui surgit lorsqu'une tierce partie multilatérale s'insère dans une situation de conflit en tant que médiateur, le mandat et les objectifs de la médiation, la pertinence des facteurs tangibles et intangibles sur lesquels le médiateur a peu de contrôle, ainsi que les questions de médiation intra-partis et inter-partis pour mieux comprendre la pratique de la médiation internationale moderne.

Mots-clés : Kosovo, Serbie, dialogue et pourparlers de médiation facilités par l'UE, médiation de paix dans des conflits insolubles

Rolul și instrumentele medierii UE în Dialogul Kosovo-Serbia

Rezumat

Examinând experiențele practicienilor și ale oamenilor de știință în abordarea și înțelegerea medierii bazate pe identitate, acest articol explorează exemplul misiunii de mediere a UE în dialogul dintre Serbia și Kosovo, un caz tipic de conflict refractar, pentru a înțelege mai bine conceptualizările succesului în cazul angajamentelor de mediere bazate pe identitate. Articolul discută, de asemenea, importanța critică a unor chestiuni precum identitatea mediatorului internațional și complexitatea care apare atunci când o terță parte multilaterală intervine într-o situație de conflict ca mediator, mandatul și obiectivele medierii, relevanța factorilor tangibili și intangibili asupra cărora mediatorul are un control redus, precum și probleme de mediere intra- și interpartinică pentru a dobândi o înțelegere suplimentară a practicii medierii internaționale moderne.

Cuvinte-cheie: Kosovo, Serbia, dialog facilitat de UE, discuții de mediere, mediere în conflicte refractare sau insolubile

EU Mediation Role and Tools in the Kosovo-Serbia Talks

Abstract

By examining the experiences of practitioners and academics in approaching and comprehend identity-based mediation, this article explores the example of the EU's mediation mission in the Dialogue between Serbia and Kosovo, a typical case of an intractable conflict, so as to better understand conceptualizations of success of identity-based mediation engagements. The article also discusses the critical importance of issues such the identity of the international mediator and the complexity that arises when a multilateral third party inserts itself into a conflict situation as mediator, the mediation mandate and goals, the relevance of tangible and intangible factors over which the mediator has little control, as well as issues of both intra-party and inter-party mediation for further understanding the practice of modern international mediation.

Keywords: Kosovo, Serbia EU-facilitated dialogue and mediation talks, peace mediation in intractable conflicts

Introduction

Le Concept sur le *Renforcement des Capacités de Médiation et de Dialogue* de l'UE publié le 10 novembre 2009 a coordonné les efforts de l'UE visant à renforcer son pouvoir de médiation dans le but d'améliorer la capacité de l'UE à jouer un rôle international plus actif dans ce domaine. La médiation a été définie comme : « un moyen d'aider aux négociations entre les parties en conflit et de transformer les conflits avec le soutien d'un tiers acceptable. L'objectif général de la médiation est de permettre aux parties en conflit de parvenir à des accords qu'elles jugent satisfaisants et qu'elles sont prêtes à mettre en œuvre. Les objectifs spécifiques dépendent de la nature du conflit et des attentes des parties et du médiateur. L'un des principaux objectifs est souvent de prévenir ou de mettre fin à la violence grâce à la cessation des hostilités ou à des accords de cessez-le-feu. Afin de garantir la paix et la stabilité à long terme, la médiation doit prendre en compte les causes profondes du conflit et, le cas échéant, s'y attaquer. » (Conseil de l'Union européenne, 2009).

Selon la plupart des définitions, la médiation implique l'intervention d'un tiers ; il s'agit d'un processus volontaire dans lequel les parties conservent le contrôle du résultat (médiation pure), même s'il est parfois combiné à des incitations positives et négatives, médiation musclée (Ramsbotham, Woodhouse, Miall, 2011 : 32).

Cependant, dans cet article, nous utiliserons les définitions de Jacob Bercovitch (2004), à savoir : « la médiation est un processus de gestion des conflits, lié mais

distinct des propres négociations des parties, dans lequel les parties en conflit recherchent l'aide ou acceptent une offre d'aide d'un étranger (qu'il s'agisse d'un individu, d'une organisation, d'un groupe ou d'un État) pour changer leurs perceptions ou leur comportement, et ce, sans recourir à la force physique ni invoquer l'autorité de la loi » (Bercovitch, 2004).

L'application de la médiation identitaire dans le dialogue entre la Serbie et le Kosovo

L'identité du médiateur a un impact significatif sur l'ensemble du processus de médiation. Le rôle de médiateur peut être rempli par un large éventail d'acteurs, depuis des individus indépendants jusqu'à des représentants du gouvernement, des États, des organisations internationales, régionales ou non gouvernementales, des personnalités religieuses etc. Chacun d'eux apporte à la situation de conflit son propre bagage culturel, ses propres perceptions, principes et intérêts qui influenceront le processus de médiation, les stratégies utilisées et le comportement des médiateurs. Peter Wallensteen et Isak Svensson attirent l'attention sur le fait que « l'origine du mandat est une préoccupation centrale. Dans un sens, cela indique qui contrôle le processus de médiation et cela façonne la manière dont les principales parties perçoivent le tiers. (...) Les origines des médiations se répartissent en deux catégories. Premièrement, un acteur externe peut donner le mandat. Il peut s'agir d'une grande puissance, d'une organisation internationale ou régionale, ou de tout autre organisme ou groupe auquel le pays en question appartient formellement ou dont il doit respecter l'autorité. Pourtant, les parties ne sont pas sans influence. La médiation nécessite le consentement des parties, même si celles-ci ne sont pas forcément enthousiastes à l'égard de l'initiative de médiation. (...) Deuxièmement, le mandat peut être donné par les parties elles-mêmes, à travers un processus plus informel, dans lequel des canaux de communication indirects sont établis, aboutissant à une invitation à un tiers à entrer dans la situation. » (Svensson, Wallensteen, 2010 : 12-13).

Dans l'ouvrage intitulé « Identité, négociation et médiation par des tiers », Ray Block Jr et David A. Siegel ont présenté une théorie de l'impact de l'identité partagée sur les situations de négociation (Block, Siegel, 2011 : 416) qui se concentre sur le rôle de l'importance identitaire et s'inspire de la littérature théorique des jeux comportementaux sur l'identité.

La théorie de Block et Siegel partage avec la littérature sur le « jeu d'identité » les hypothèses selon lesquelles des « identités spécifiques peuvent être rendues importantes à certains moments et dans certaines circonstances, et que de telles

identités activées contextuellement peuvent avoir des conséquences prévisibles sur le comportement. Plus précisément, il existe de nombreux aspects ou dimensions identitaires (appelées « DI ») selon lesquels les acteurs peuvent s'identifier et que les acteurs peuvent choisir quelles DI sont les plus importantes pour eux à un moment donné, bien que contraints par leurs propres concepts de soi. Par exemple, un individu pourrait considérer qu'il est bénéfique de mettre l'accent sur les similitudes linguistiques dans un cas et sur les similitudes religieuses dans un autre. » (Block, Siegel, 2011 : 420). Selon cette théorie, « la manifestation d'une DI est un choix conscient, fait après avoir examiné la situation. Une DI partagée entre les parties en conflit et une DI partagée entre les parties en conflit et le(s) médiateur(s) améliorent toutes deux la probabilité d'une résolution réussie du conflit. » (Block, Siegel, 2011 : 435) « Une DI partagée favorise la révélation d'informations de plusieurs manières. Premièrement, cela augmente la crédibilité de tous les acteurs via une confiance accrue dans les intentions positives de l'autre partie, induit la perception de préférences partagées avec l'autre partie ou les autres parties et peut en fait rapprocher les préférences des acteurs. Enfin, l'amélioration de la communication occasionnée par une DI partagée facilite directement le flux d'informations. » (Block, Siegel, 2011 : 436).

Comme l'observent Svensson et Wallensteen, « aucun médiateur ne se retrouve par hasard dans un conflit. Il y a une histoire. (...) le mandat des médiateurs est central pour expliquer les styles utilisés dans la médiation internationale » (Svensson, Wallensteen, 2010 : 11). Jacob Bercovitch et Scott S. Gartner affirment également que « le choix d'une forme particulière de médiation est rarement aléatoire. Elle est affectée par les caractéristiques du litige, la nature de l'environnement social et l'identité du médiateur » (Bercovitch, Gartner, 2009 : 20).

Dans le cas de l'Union européenne en tant que médiateur dans le cadre du Dialogue entre la Serbie et le Kosovo, le mandat est basé sur la Résolution 64/298 de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 10 septembre 2010 « Demande d'avis consultatif de la Cour Internationale de Justice sur la question de savoir si la déclaration unilatérale d'indépendance du Kosovo est conforme au droit international », notamment A/RES/64/298.2 : « Salue la bonne volonté de l'Union européenne de faciliter un processus de dialogue entre les parties ; le processus de dialogue en lui-même serait un facteur de paix, de sécurité et de stabilité dans la région, et ce dialogue aurait pour but de promouvoir la coopération, de réaliser des progrès sur le chemin de l'Union européenne et d'améliorer la vie des populations » (Resolution adopted by the General Assembly on 9 September 2010).

Ainsi, comme le montre la théorie citée ci-dessus basée sur le « jeu d'identité », les aspects importants de la DI partagée, à la fois entre les parties en conflit et

entre le médiateur et les parties en conflit, peuvent contribuer à une résolution réussie des conflits, d'une manière complémentaire à celles précédemment identifiées dans la littérature sur la médiation. Compte tenu de cela, le mandat de l'UE en tant que médiateur pour faciliter le processus de négociation dans le Dialogue Belgrade-Pristina s'explique principalement par la capacité de l'UE à maximiser l'importance d'un aspect identitaire secondaire important partagé.

Le style de médiation de l'UE a également été défini par ce mandat particulier de l'ONU. À mesure que les avantages de l'utilisation de l'identité dans la médiation augmentent lorsque les parties partagent une DI importante, l'objectif de la médiation basée sur l'identité doit être d'encourager ce scénario autant que possible. Dans le cas du Kosovo et de la Serbie, chaque partie doit accentuer l'importance d'un aspect identitaire secondaire partagé.

Selon ce cadre théorique, cet aspect secondaire est une dimension identitaire partagée qui a reçu peu d'attention pendant le conflit. Cette DI peut être une langue, une religion partagée ou tout autre aspect de l'identité non directement lié au conflit. Autrement dit, si le conflit entre Belgrade et Pristina est un conflit ethnique, elle ne devrait pas impliquer l'appartenance ethnique. Dans ce cas, la troisième DI partagée est un objectif commun partagé de l'intégration européenne.

La théorie suggère que si cette DI pouvait être suffisamment renforcée pour que chaque partie puisse la manifester de manière crédible - c'est-à-dire que les chances d'une manifestation réussie seraient élevées et que le coût de la tentative serait faible - alors de nouvelles négociations pourraient bénéficier de manifestations fréquentes de cet aspect identitaire partagé. En outre, la théorie implique que cela peut être fait sans altérer l'importance des DI principales de l'une ou l'autre des deux parties en conflit.

La stratégie de médiation identitaire qui a été correctement mise en œuvre dans la pratique et l'analyse du mandat de l'UE visant à parvenir à une normalisation globale des relations entre le Kosovo et la Serbie met en évidence la cohérence et l'efficacité de l'action de l'UE dans les Balkans occidentaux.

Josep Borrell, Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité / Vice-Président de la Commission européenne, affirmait, le 16.03.2023: « Il y a eu des hauts et des bas, et trop souvent des questions considérées comme mineures et techniques se sont révélées très sensibles et politiques, avec le potentiel de devenir violentes. La guerre d'agression russe contre l'Ukraine a changé la donne. Le Dialogue ne concerne pas seulement le Kosovo et la Serbie. Il faut le considérer dans le contexte géopolitique plus large actuel, un moment déterminant dans l'histoire européenne » (Service européen pour l'action extérieure, 2023).

La guerre d'agression russe contre l'Ukraine pourrait aider l'UE à maximiser l'importance de l'aspect identitaire secondaire partagé, en fournissant aux parties en conflit davantage de raisons d'œuvrer à la normalisation des relations, une condition d'adhésion à l'UE énoncée dans le soi-disant « processus de Stabilisation et d'Association » en 1999 (Commission européenne, Conditions d'adhésion).

Bien que la Fédération de Russie exerce une certaine attirance en termes de puissance douce pour les pays des Balkans occidentaux, son influence et son impact économique dans la région sont en déclin. Le mandat de la mission de médiation de l'UE des Nations unies présentait des avantages tels que sa solide position internationale, tant juridique que politique, mais aussi des complications qui surviennent lorsqu'une tierce partie multilatérale s'immisce dans une situation de conflit en tant que médiateur. La médiation de l'UE a été critiquée pour son manque d'efficacité et de cohérence, principalement dû au manque d'unanimité et « aux divisions internes entre les États membres de l'UE sur la reconnaissance de l'indépendance du Kosovo et aux divergences entre les institutions européennes sur le statut de ce pays » ? (Medović, 2022).

Mesurer le succès de la médiation de paix dans des conflits insolubles

Jacob Bercovitch et Scott S. Gartner soutiennent que « les conflits de haute intensité ou complexes dans lesquels les efforts de gestion des conflits passés ont échoué rendent les parties plus disposées à adopter de nouvelles voies et méthodes (par exemple, la médiation) ou à sortir de leur impasse. (...) Le résultat de ces processus décisionnels complexes est que la médiation est particulièrement susceptible d'avoir lieu dans des conflits complexes et de haute intensité. Il est peu probable que de tels conflits, négociés ou non, aboutissent à un accord global ou à une résolution de toutes les questions en litige. Si un accord est conclu dans de tels conflits, il est probable qu'il soit à la fois limité et de courte durée. Nous prenons également en compte le fait que parvenir à un cessez-le-feu dans des conflits aussi difficiles, aussi mal conçu soit-il, peut représenter une médiation réussie et efficace. » (Bercovitch, Gartner, 2009 : 21).

Kosovo-Serbie est un cas typique de conflit insoluble et les risques considérables que l'UE a pris en entrant dans la médiation doivent également être pris en considération. « Il s'agit notamment des coûts politiques nationaux et internationaux, des critiques des médias en cas d'échec, de la censure ou des reproches de l'un ou des deux parties et des pertes de réputation » (Bercovitch, Gartner, 2009 : 21).

Concernant la question de la perception des risques et la définition du succès, « l'UE considère que le risque de s'engager dans un processus de paix qui pourrait

ne pas avancer, ou de soutenir un processus qui aboutit à un accord de paix qui n'est pas durable, ne sont pas des raisons de ne pas s'engager. La médiation est souvent un processus long, non linéaire et itératif situé dans un environnement multipartite complexe et volatil. Conceptualiser le succès de la médiation uniquement en termes de résultats ne donne qu'une perspective limitée sur l'impact obtenu. Le succès des engagements de médiation de l'UE peut être mieux compris en relation avec le rôle de l'UE dans le processus de paix et l'écosystème de dialogue plus large » (Service européen pour l'action extérieure, 2020).

Le « dialogue Belgrade-Pristina » sous la médiation de l'UE, basé sur la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 9 septembre 2010, s'est déroulé de manière constructive jusqu'en septembre 2011, débouchant sur des accords sur la libre circulation des biens et des personnes, ainsi que sur les registres civils et fonciers. Mais ces mesures n'ont jamais été pleinement mises en œuvre.

Étant donné que le principal obstacle à la résolution du conflit est l'origine ethnique (c'est-à-dire la question de la reconnaissance du Kosovo), la stratégie de médiation de l'UE a consisté à laisser la dimension ethnique de côté, en se concentrant sur un aspect secondaire de la DI partagée - l'adhésion à l'UE - en faisant progresser les questions techniques telles que la reconnaissance des diplômes et la libre circulation des personnes.

Bien que la stratégie de médiation identitaire de l'UE ait incorporé des bonnes pratiques, des normes ou des ensembles de lignes directrices dont on sait qu'elles produisent de bons résultats lorsqu'elles sont suivies - comme démontré ci-dessus -, c'est l'aspect le plus critiqué de la mission. Ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres : « En 11 ans de dialogue médiatisé par l'UE, il n'y a eu aucun progrès réel. Et la question centrale du problème, à savoir l'indépendance du Kosovo, n'a jamais été abordée. Jusqu'à ce que cela soit résolu, nous allons continuer à voir des tensions entre ces deux pays et, par conséquent, dans l'ensemble » (Euractiv, 2022).

Malheureusement, des « structures parallèles » ont été créées dans le nord du Kosovo par des Serbes qui refusaient de reconnaître ou de collaborer avec les autorités du Kosovo. La Serbie a maintenu ces structures car elle considérait l'auto-détermination du Kosovo comme illégale. Par conséquent, chaque partie a accru l'importance de l'aspect ethnique, c'est-à-dire la dimension identitaire partagée directement liée au conflit et l'obstacle majeur dans le processus de médiation, réduisant les chances de résolution du conflit.

Comme le démontre la théorie, « parvenir à un accord limité dans un conflit auparavant insoluble n'est pas moins significatif que la réalisation d'un règlement

complet dans un différend plus traitable. Suggérer que la médiation échoue lorsqu'elle n'aboutit pas à un règlement complet, quelle que soit la nature du conflit, revient à ne pas apprécier toute la complexité du conflit » (Bercovitch, Gartner, 2009 : 22).

L'ambassadeur Jan Eliasson et le chercheur sur la paix et les conflits Peter Wallensteen, tout en partageant leur expérience et leur expertise issues de différentes expériences de médiation, affirment que « la médiation n'aboutit pas toujours à des accords de paix complets et durables entre les parties. Un tel résultat n'est peut-être même pas le but de la médiation. (...) C'est sans aucun doute particulièrement gratifiant pour un médiateur qu'un accord de paix soit signé solennellement dans des circonstances cérémonielles. Cependant, ce n'est pas nécessairement aussi courant qu'on le pense. Dans les six efforts de médiation d'Eliasson, l'objectif était souvent de faciliter ou de maintenir la communication entre les principales parties, de réduire les souffrances humaines dues au conflit, d'arrêter les combats pendant une période de temps spécifique, d'empêcher une reprise ou une extension du conflit et de trouver des éléments pour un accord de paix définitif. Les différentes mesures de succès peuvent fournir la première et la plus importante leçon : ce n'est pas le médiateur qui arrête la guerre, ce sont les parties. Les parties, en acceptant le médiateur, indiquent leur volonté de trouver des solutions à un conflit particulier » (Svensson, Wallensteen, 2010 : 109). - aceste citate trebuie legate de subiect

En outre, le document de travail du Service européen pour l'action extérieure du 02.12.2020 indique que « conceptualiser le succès de la médiation strictement en termes de résultats du processus de paix ne fournit qu'une perspective limitée sur l'impact obtenu. Le succès de la médiation de l'UE devrait plutôt être évalué par rapport à l'engagement plus large de l'UE en matière de paix et de médiation, y compris le soutien au processus de paix, l'amélioration de la conception du processus et le renforcement des infrastructures de dialogue, le conseil et la formation des médiateurs, l'autonomisation des médiateurs internes, l'amélioration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et la promotion de l'inclusion des groupes marginalisés » (Service européen pour l'action extérieure, 2020).

Le succès du dialogue Belgrade-Pristina facilité par l'UE dépend toutefois de nombreux facteurs sur lesquels le médiateur a peu de contrôle, tels que l'environnement géostratégique, les liens des parties avec les acteurs extérieurs (en tant que pays candidat à l'UE, la Serbie n'a pas aligné avec les mesures restrictives de l'UE contre la Russie depuis 2014 et son bilan en matière d'alignement sur la PESC est mitigé et incohérent (Commission européenne, 2021) et le soutien qu'ils reçoivent de diverses forces extérieures, forces antilibérales comme la Chine (Clingendael,

2020) et la Russie ; la Serbie a développé des relations politiques fortes avec Pékin dans la décennie passée tout en entretenant de bonnes relations avec Moscou (The Clingendael Spectator, 2017). Le succès du dialogue Belgrade-Pristina facilité par l'UE dépend également de la perception sur l'évolution du conflit, de la personnalité des acteurs impliqués et tout simplement des circonstances. Enfin et surtout, la concurrence stratégique entre les puissances mondiales pourrait faire dérailler à la fois le processus d'adhésion et le processus de résolution des conflits.

Une étude fournie par la Direction générale des politiques externes du Parlement européen montre qu'au moins quatre puissances distinctes se disputent l'influence en Serbie : la Chine, l'Union européenne, la Russie et les États-Unis d'Amérique. L'étude montre que « chaque partenaire de la Serbie a ses propres intérêts spécifiques et son avantage comparatif dans le pays, l'UE se concentrant principalement sur l'État de droit, l'aide et l'augmentation des investissements, les États-Unis sur la sécurité, la Russie sur l'énergie et le soutien à la politique étrangère, et la Chine sur les infrastructures et les marchés » (Parlement Européen, 2017).

Lorsqu'on discute du contexte de la médiation, l'expérience d'Eliasson « révèle qu'il y a généralement d'autres acteurs dans le tableau (...) et cela soulève la question de savoir quel effort est la mission principale. Il pourrait inviter les principales parties à faire du *forum shopping* : aller vers celle où elles peuvent espérer un meilleur accord » (Svensson, Wallensteen, 2010 : 74). Le processus de médiation relancé en 2020 et dirigé par le SEAE s'appuie également sur les efforts de médiation antérieurs.

Au fil du temps, d'autres artisans de la paix ont mené des missions telles que les tentatives de la Russie pour médier et mettre fin au conflit du Kosovo à travers les pourparlers de Tchernomyrdine et Milosevic (1999), ou les États-Unis (2019) adoptant une approche unilatérale en nommant l'ancien ambassadeur américain en Allemagne Richard Grenell de Californie pour servir d'Envoyé présidentiel spécial pour les négociations de paix en Serbie et au Kosovo, sans coordination avec l'UE. Actuellement, dans le cas du processus de résolution du conflit en Serbie et au Kosovo, il existe des efforts de médiation concurrents (américains) non coordonnés avec la mission de médiation principale de l'UE, et il y a aussi des forces qui s'opposent à la médiation, attisant activement les tensions entre les parties, à mesure que le conflit s'attire de nombreux intérêts.

Bibliographie

Bercovitch, J., Gartner, S.S. 2009. « New approaches, methods and findings in the study of mediation ». In : Bercovitch, Jacob ; Gartner, Sigmund Scott (éditeurs), *International Conflict Mediation*, New York : Routledge, p. 17-43.

- Bercovitch, J. 2004. *International Mediation and Intractable Conflict*, [En ligne] : <https://www.beyondintractability.org/essay/med-intractable-conflict>, [consulté le 7 janvier 2023].
- Block, R., Siegel A.D. 2011. « Identity, Bargaining, and Third-Party Mediation ». *International Theory*. Cambridge University Press, Vol.3, N° 3, p. 416 - 449.
- Clingendael Spectator, *Russia, South East Europe and the geopolitics of opportunism*, [En ligne] : <https://spectator.clingendael.org/pub/2017/4/russias-involvement/> [consulté le 16 janvier 2023].
- Clingendael, Institut Néerlandais des Relations Internationales. 2020. « China and the EU in the Western Balkans - A zero sum game? ». [En ligne] : <https://www.clingendael.org/publication/china-and-eu-western-balkans> [consulté le 16 janvier 2023].
- Commission européenne. *Commission Staff Working Document. Serbia 2021 Report*. [En ligne] : <https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/system/files/2021-10/Serbia-Report-2021.pdf> [consulté le 18 janvier 2023].
- Commission européenne. *European Neighbourhood Policy and Enlargement Negotiations (DG NEAR). Conditions for membership / Politique européenne de voisinage et négociations d'élargissement (DG NEAR). Conditions d'adhésion*, [En ligne] : https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu/enlargement-policy/conditions-membership_en, [consulté le 14 janvier 2023].
- Conseil de l'Union européenne. 2009. « Concept on Strengthening EU Mediation and Dialogue Capacities ». [En ligne] : https://eeas.europa.eu/archives/docs/cfsp/conflict_prevention/docs/concept_strengthening_eu_med_en.pdf [consulté le 7 janvier 2023].
- Euractiv. 2022. *Kosovo's Frozen Conflict*. [En ligne] : <https://www.euractiv.com/section/politics/podcast/kosovo-is-a-frozen-conflict-in-which-russia-is-championing/> [consulté le 18 janvier 2023].
- Medović, V. 2022. « Potential and Limits of the European Union as a Mediator in the Dialogue between Serbia and Kosovo ». *Istituto Affari Internazionali*. [En ligne] : <https://www.iai.it/en/publicazioni/potential-and-limits-european-union-mediator-dialogue-between-serbia-and-kosovo> [consulté le 14 janvier 2023].
- Miall, H. ; Woodhouse, T. et al. 2011. *Contemporary Conflict Resolution: The Prevention, Management and Transformation of deadly conflicts*. Cambridge : Polity Press.
- Parlement européen. Direction générale des politiques externes, 2017. « Serbia's cooperation with China, the European Union, Russia and the United States of America. » [En ligne] : <https://www.europarl.europa.eu/cmsdata/133504/Serbia%20cooperation%20with%20China,%20the%20EU,%20Russia%20and%20the%20USA.pdf>, [consulté le 8 janvier 2023].
- Service européen pour l'action extérieure. 2023. « Belgrade-Pristina Dialogue : Time to take responsibility and move towards the EU ». [En ligne] : https://www.eeas.europa.eu/eeas/belgrade-pristina-dialogue-time-take-responsibility-and-move-towards-eu_en [consulté le 18 avril 2023].
- Service européen pour l'action extérieure. 2020. « Concept on EU Peace Mediation ». [En ligne] : https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/eeas_20201336_working_document_on_concept_on_eu_peace_mediation.pdf [consulté le 18 janvier 2023].
- Svensson, I. , Wallenstein P. 2010. *The Go-Between. Jan Eliasson and the Styles of Mediation*. Washington, D.C. : United States Institute of Peace Press.
- Système de documents officiels des Nations unies. 2010. « Resolution adopted by the General Assembly on 9 September 2010. 64/298. Request for an advisory opinion of the International Court of Justice on whether the unilateral declaration of independence of Kosovo is in accordance with international law ». [En ligne] : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N09/479/71/pdf/N0947971.pdf?OpenElement> [consulté le 14 janvier 2023].